



Budget principal des dépenses 2013-2014

Ottawa, Canada
Modifié: le 22 mars 2013
www.pbo-dpb.gc.ca

Points saillants

- On trouvera ci-après les points saillants du Budget principal des dépenses de 2013-2014 qui pourraient mériter que les parlementaires s’y attardent en raison de leur importance budgétaire ou du risque financier qu’ils présentent.
- Le Budget principal des dépenses présente le plan de dépenses de 253 milliards de dollars du gouvernement du Canada pour le prochain exercice. Par rapport aux autorisations de dépenses totales de 259 milliards de dollars demandées au Parlement en 2012-2013, on observe une diminution de 3 %, ce qui est conforme à la stratégie budgétaire à moyen terme qui vise à revenir à l’équilibre budgétaire.
- Globalement, les augmentations de 5 milliards de dollars des principaux transferts aux particuliers et à d’autres ordres de gouvernement sont plus que compensées par une diminution de 11,7 milliards de dollars des autorisations au titre des dépenses de programmes directes (DPD). Les réductions des dépenses de fonctionnement prévues s’étendent à la plupart des ministères et organismes.
- Si on distingue les principaux éléments des dépenses, on constate que les dépenses au titre du personnel devraient diminuer de 5 % pour s’établir à 37,4 milliards de dollars et les dépenses en immobilisations progresser de 2 % pour atteindre 6,6 milliards de dollars. En outre, les dépenses prévues pour les Services internes devraient se replier de 2 % et être de 9,4 milliards de dollars.
- La Base de données de suivi intégré sera mise à jour aujourd’hui au moyen des données du Budget principal des dépenses : www.pbo-dpb.gc.ca.

Document préparé par Jason Jacques et Trevor Shaw*

* Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca).

1. Contexte

La loi confie au directeur parlementaire du budget (DPB) le mandat de produire des travaux de recherche et d'analyse sur les prévisions budgétaires du gouvernement du Canada (le gouvernement)¹. Pour s'acquitter de cet élément de son mandat, le DPB examine les prévisions budgétaires et signale les rajustements proposés qui justifient un examen détaillé :

- (i) les modifications des crédits proposées qui ont d'importantes répercussions sur le solde du budget fédéral;
- (ii) les augmentations de crédit substantielles proposées, en comparaison du statu quo.

2. Budget principal des dépenses 2013-2014

Le Budget principal des dépenses propose des dépenses de 253 milliards de dollars au cours de l'exercice 2013-2014, en recul de 3 % par rapport aux autorisations demandées en 2012-2013 (6,5 milliards de dollars, figure 2-1). La diminution est attribuable à la réduction des crédits votés (12 %), alors que les autorisations législatives devraient progresser de 3 %.

La composition globale des autorisations budgétaires est restée à peu près inchangée au cours des cinq dernières années (figure 2-2) : frais d'intérêt sur la dette stables, paiements de transfert en légère croissance, dépenses de programmes marginalement en recul.

Figure 2-1

Budgets des dépenses et dépenses de 2011-2012 à 2013-2014 : autorisations budgétaires (en milliards de dollars)

	Autorisations législatives	Crédits votés	Total
2011-2012	158,13	89,72	247,85
2012-2013	160,39	98,65	259,03
2013-2014	165,48	87,06	252,54

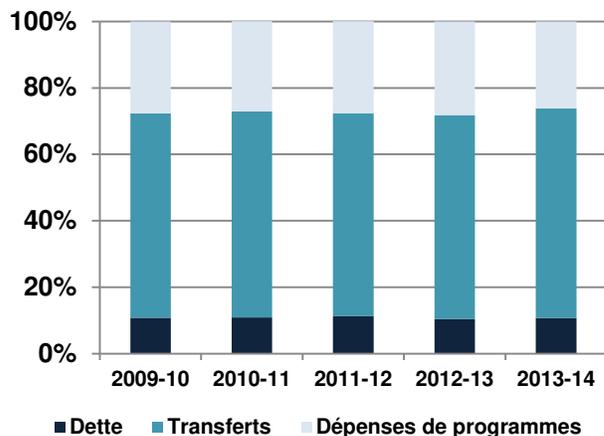
Sources : Budget principal des dépenses 2013-2014.

Nota : Les chiffres de 2011-2012 correspondent aux dépenses réelles, alors que ceux de 2012-2013 sont les autorisations cumulatives et ceux de 2013-2014 sont ceux du Budget principal des dépenses.

Figure 2-2

Composition des autorisations budgétaires : de 2009-2010 à 2013-2014

Part du total



Sources : Comptes publics du Canada de 2009-2010 à 2011-2012, Budget principal des dépenses 2013-2014.

Nota : Les chiffres de 2011-2012 correspondent aux dépenses réelles, alors que ceux de 2012-2013 sont les autorisations cumulatives et ceux de 2013-2014 sont ceux du Budget principal des dépenses.

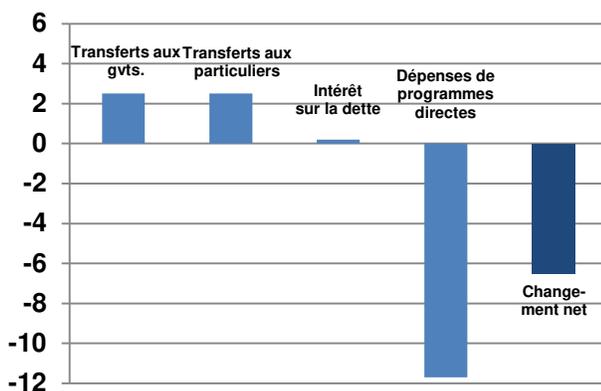
¹ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-1/TexteComple.html?term=79.2>, consulté en mars 2013.

En dollars non indexés, cependant, le plan de dépenses proposé pour 2013-2014 est conforme aux mesures de restriction à moyen terme annoncées par le gouvernement dans le budget de 2012. Notamment, alors que les principaux transferts aux autres ordres de gouvernement et aux particuliers doivent augmenter, selon les estimations, par rapport au total des autorisations accordées en 2012-2013 (d'environ 2,5 milliards de dollars dans un cas comme dans l'autre), cette hausse devrait être plus que compensée par le fléchissement des dépenses de programmes directes (environ 11,7 milliards de dollars), ce qui donne une diminution nette de 6,5 milliards de dollars (figure 2-3).

La Mise à jour des projections économiques et budgétaires de l'automne 2012 a précisé que les dépenses de programmes directes baisseront en 2013-2014 par rapport à 2012-2013 et diminueront à moyen terme comme proportion du PIB.

Figure 2-3
Composition des changements dans les autorisations budgétaires (d'une année à l'autre)

En milliards de dollars



Source : Budget principal des dépenses 2013-2014.

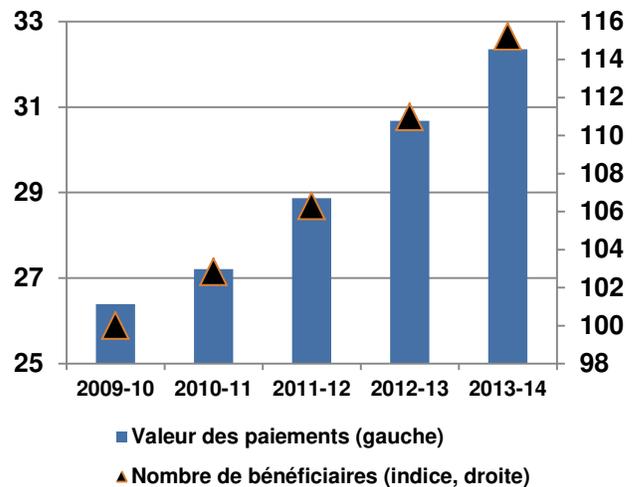
Nota : Comparaison entre les prévisions budgétaires cumulatives de 2012-2013 à ce jour et le Budget principal des dépenses 2013-2014.

i. Les 10 variations les plus importantes dans les autorisations

Les 10 variations les plus importantes dans les autorisations, en dollars non indexés, sont présentées au tableau 1. Comme on l'a déjà signalé, les augmentations les plus importantes sont liées aux programmes de paiements de transfert prévus par les lois, comme la Sécurité de la vieillesse (SV). Les prestations de la SV sont l'un des postes qui augmentent le plus d'une année à l'autre, la hausse étant de 1,7 milliard de dollars (5 %). La croissance de la valeur des paiements tient au rajustement automatique en fonction de l'inflation, qui protège la valeur réelle des prestations de la SV, et l'augmentation du nombre de prestataires (figure 2-4).

Figure 2-4
Sécurité de la vieillesse : autorisations totales

En milliards de dollars Indice des bénéficiaires



Sources : *Dépenses et autorisations* : Comptes publics du Canada de 2009-2010 à 2011-2012, Budget principal des dépenses 2013-2014. *Bénéficiaires* : Service Canada. Bureau du surintendant des institutions financières.

Nota : Chiffres réels pour 2009-2010 à 2011-2012. Estimations ou prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014.

Le tableau 2 donne la liste des variations les plus importantes des autorisations en pourcentage.

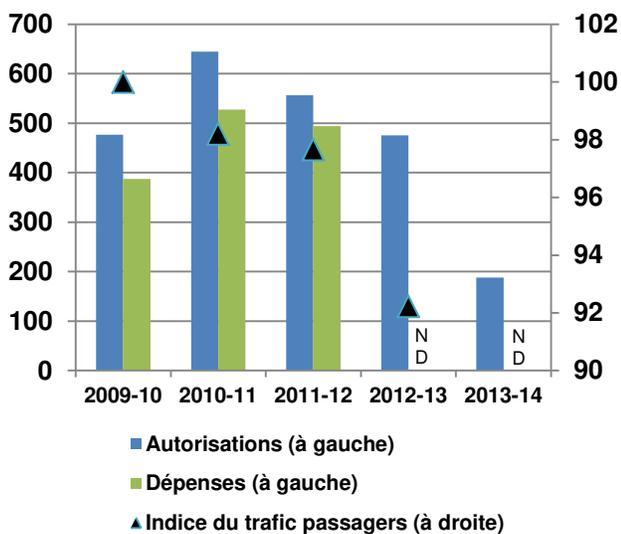
Beaucoup reflètent des modifications de programme ou de politique annoncées au cours du dernier exercice. Cela comprend la diminution des autorisations de programme de VIA Rail, qui passent de 476 millions de dollars en 2012-2013 à 188 millions de dollars (61 %), ce qui tient à la décision de revoir certains services pour répondre aux besoins des clients (figure 2-5). Le trafic passagers de VIA Rail a diminué entre 2009-2010 et 2011-2012, et il devrait encore fléchir, passant de 4,1 millions en 2011 à 3,9 millions en 2012.

Figure 2-5

VIA Rail : Autorisations de dépenses de programmes

En millions de dollars

Indice des passagers



Sources : *Dépenses et autorisations* : Comptes publics du Canada de 2009-2010 à 2011-2012, Budget principal des dépenses 2013-2014. *Passagers* : Rapports annuels de VIA Rail, Budget principal des dépenses 2013-2014.

Nota : Chiffres réels pour 2009-2010 à 2011-2012. Estimations ou prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014.

ii. Autorisations par activité de programme

Le tableau 3 met en évidence les plus importantes variations des autorisations contenues dans le Budget des dépenses sur la base de l'architecture d'alignement des programmes (AAP) par rapport à 2012-2013. Comme le gouvernement ne publie pas les variations des autorisations de l'AAP dans les budgets supplémentaires des dépenses, les chiffres qui figurent au tableau 3 sont le résultat d'une comparaison entre les budgets principaux des dépenses de chacune des années.

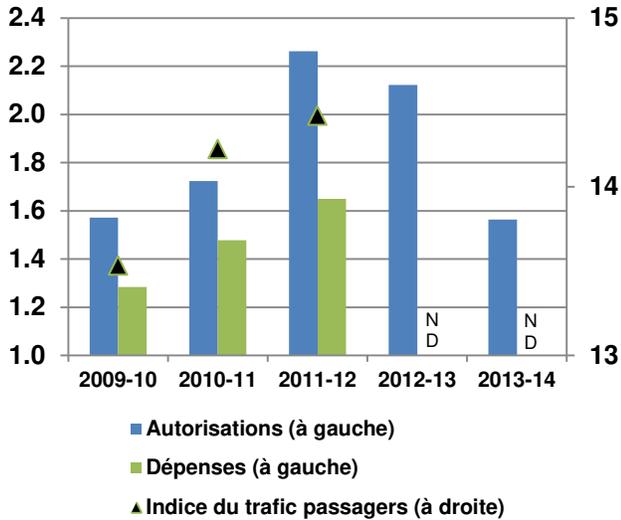
Bien que beaucoup de variations tiennent à des augmentations de dépenses prévues par des lois, il y en a aussi plusieurs qui résultent de modification des facteurs de coûts des programmes.

Par exemple, le Service correctionnel du Canada demande des autorisations de 557 millions de dollars inférieures aux chiffres de l'exercice précédent pour son programme de Garde du SCC. S'il est vrai que la population carcérale a augmenté entre 2009-2010 et 2011-2012, le Budget principal des dépenses signale que la croissance prévue par le gouvernement au départ à cause de diverses réformes législatives ne s'est pas concrétisée. Par conséquent, les besoins en fonds de ce programme ont été révisés à la baisse (figure 2-6).

Figure 2-6

Services correctionnels du Canada : Autorisations au titre du fonctionnement et dépenses²

En milliards de dollars Population carcérale (milliers)



Sources : *Dépenses et autorisations* : Comptes publics du Canada de 2009-2010 à 2011-2012, Budget principal des dépenses 2013-2014. *Population carcérale* : Service correctionnel du Canada.

Nota : Estimations ou prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014.

Le tableau 4 présente les plus fortes variations des programmes d'une année à l'autre en pourcentage. Comme l'illustre la figure 2-7, l'une des hausses les plus marquées concerne le programme des résidents permanents profitables à l'économie de Citoyenneté et Immigration (134 % et 77 millions de dollars). Cette croissance tient à des modifications de la politique annoncées au cours de la dernière année. Elles ont eu pour conséquence une demande d'autorisations supplémentaires en 2013-2014 pour rembourser les frais d'étude

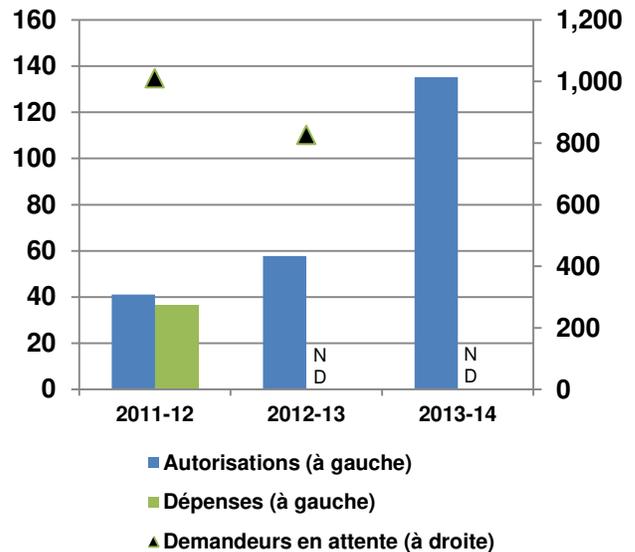
² Nombre de détenus à la fin de chaque exercice, <http://www.publicsafety.gc.ca/res/cor/rep/images/ccrso2012/ccrso-img-c2-fra.jpg>, consulté en mars 2013.

relatifs à des demandes du Programme des travailleurs qualifiés du volet fédéral.

Figure 2-7

Citoyenneté et Immigration : Programme des résidents permanents profitables à l'économie

En millions de dollars Demandes en attente (milliers)



Sources : *Dépenses et autorisations* : Comptes publics du Canada 2011-2012, Budget principal des dépenses 2013-2014. *Demandes en attente* : Citoyenneté et Immigration Canada.

Nota : Le chiffre des demandes en attente en 2011-2012 vaut pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2011. Celui de 2012-2013 vaut pour la période allant jusqu'au 30 septembre 2012.

(iii) Composantes principales des dépenses

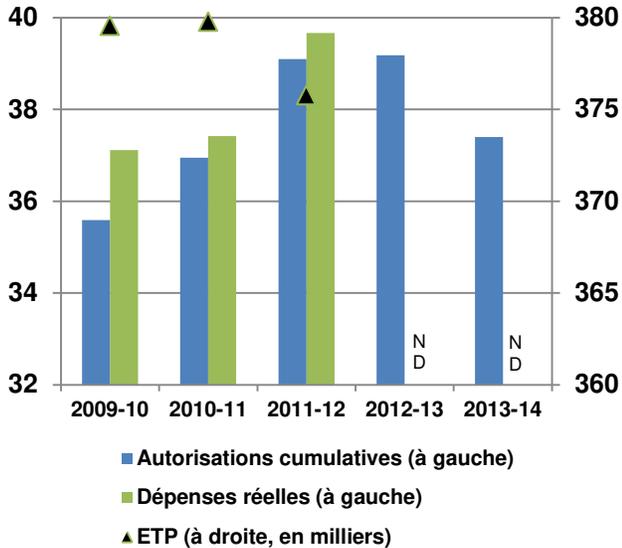
On estime que les dépenses au titre du personnel diminueront de 1,8 milliard de dollars (5 %) en 2013-2014, par rapport à 2012-2013 (figure 2-8). Bien que le nombre total d'« équivalents temps plein » ait fléchi entre 2009-2010 et 2011-2012, le budget de 2012 a annoncé que le gouvernement amputerait les effectifs de 19 200 postes de plus entre 2012-2013 et 2014-2015. Ajoutons que, en 2011-2012 et 2012-2013, les dépenses au titre du personnel ont augmenté temporairement à cause de coûts ponctuels liés à des prestations

versées aux termes de conventions collectives modifiées.

Figure 2-8

Autorisations au titre du personnel³

En milliards de dollars Équivalents temps plein



Sources : *Dépenses et autorisations* : Comptes publics du Canada 2011-2012, Budgets principaux et budgets supplémentaires des dépenses de 2012-2013 et de 2013-2014. *Équivalents temps plein* : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Nota : Les chiffres des équivalents temps plein sont ceux de mars 2010, 2011 et 2012 respectivement.

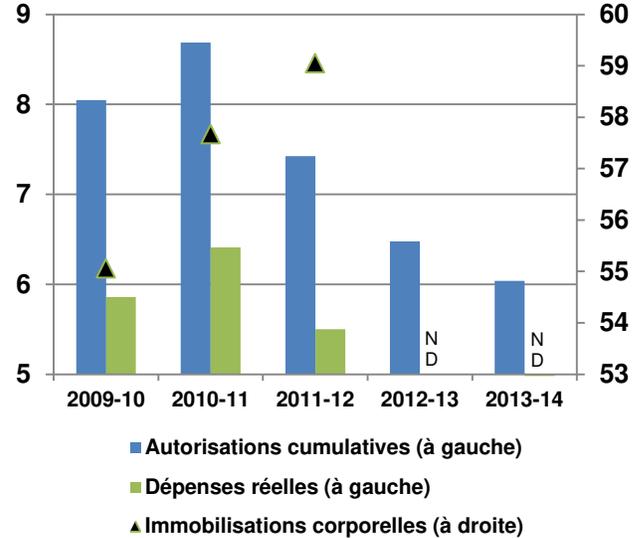
Les acquisitions prévues de machines, de matériel et de terrains devraient diminuer d'environ 440 millions de dollars pour s'établir à 6 milliards de dollars (7 %) en 2013-2014 par rapport aux autorisations totales de 2012-2013 (figure 2-9). Les dépenses prévues ont retrouvé leur niveau d'avant le Plan de stimulation économique de 2009-2010, qui a contribué à faire augmenter les immobilisations corporelles du gouvernement, dont la valeur est passée de

55 milliards de dollars en 2009-2010 à 59 milliards de dollars en 2011-2012.

Figure 2-9

Acquisitions de terrains, de machines et de matériel

En milliards de dollars En milliards de dollars



Sources : *Dépenses et autorisations* : Comptes publics du Canada 2011-2012, Budgets principaux et budgets supplémentaires des dépenses de 2012-2013 et de 2013-2014. *Immobilisations corporelles* : Comptes publics du Canada de 2009-2010 à 2011-2012.

Nota : La valeur des immobilisations corporelles est mesurée à la fin de l'exercice.

Les dépenses prévues au titre des Services internes devraient reculer de 2 % pour s'établir à 9,4 milliards de dollars en 2013-2014 (figure 2-10). Il s'agit de la première diminution de ces dépenses, depuis cinq ans que le DPB suit l'évolution de ces données. Bien que les dépenses nominales soient plus faibles, les dépenses au titre des Services internes ont augmenté, comme proportion des dépenses de programmes entre 2009-2010 et 2011-2012.

³ Le DPB a calculé les ETP au moyen des méthodes exposées dans le document intitulé *Le poids financier des frais de personnel dans l'administration publique fédérale : tendance et évolution*, http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/Fed_Personnel_Expenses_FR.pdf, consulté en mars 2013.

Encadré 2-10**Calcul des services internes**

À peu près tous les ministères et organismes fédéraux ont un programme de « services internes » qui, d'après le Budget principal des dépenses 2012-2013, « englobent des activités et des ressources connexes gérées de façon à répondre aux besoins des programmes et aux autres obligations générales d'une organisation ».

Le gouvernement n'a jamais défini les services internes, qui étaient la cible principale des mesures de compression annoncées dans le budget de 2012, ni expliqué comment calculer ces dépenses. Par conséquent, le DPB a suivi l'évolution des dépenses de ce programme pour faire des déductions au sujet des dépenses indirectes, c'est-à-dire celles qui ne sont pas directement liées à la prestation de services de première ligne.

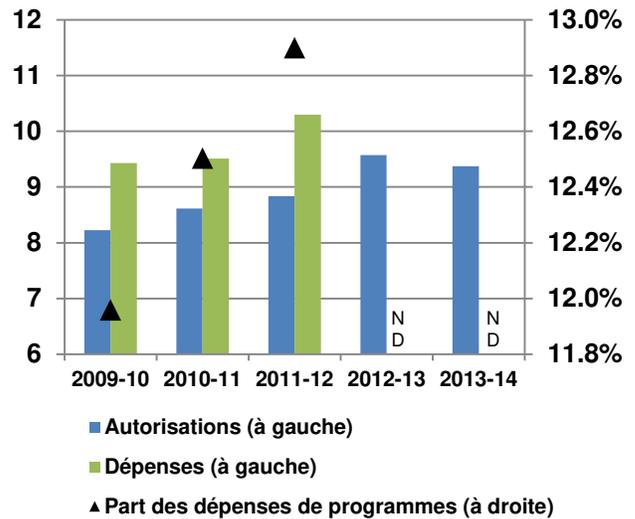
Le DPB calcule les dépenses et les autorisations des organisations fédérales au titre des Services internes de la façon suivante :

- Les dépenses réelles sont calculées pour chaque organisation fédérale, et c'est le chiffre des dépenses totales de l'activité Services internes qui est utilisé. Un rajustement est apporté en fonction des revenus nets, à moins que des services internes ne soient fournis à une autre organisation fédérale.
- L'information sur les autorisations est récupérée dans le Budget principal des dépenses et les calculs obéissent à une approche semblable.
- De plus, en 2011-2012, des fonds ont été transférés des services internes de TI de la plupart des ministères et organismes pour créer Services partagés Canada (SPC). Par conséquent, pour 2011-2012, il est également tenu compte des dépenses nettes de SPC.

Un chiffrer qui présente tous les calculs et les données utilisées est publié sur le site Web du DPB, à l'onglet [Ressources pour la recherche](#).

Figure 2-11**Dépenses au titre des Services internes***

En milliards de dollars %



Sources : *Dépenses et autorisations* : Comptes publics du Canada de 2009-2010 à 2011-2012, Budget principal des dépenses 2013-2014 et 2013-2014.

Nota : Les autorisations et les dépenses comprennent le total des dépenses nettes de Services partagés Canada, entité mise sur pied en 2011-2012.

*Les figures ont été mises à jour afin de tenir compte des [errata](#) des Comptes publics du Canada pour 2011-2012, en ce qui concerne les dépenses des Services internes.

3. Conclusion

Les parlementaires pourraient souhaiter obtenir de plus amples détails sur les postes du plan de dépenses du gouvernement qui accusent les variations les plus importantes en valeur ou en pourcentage (p. ex. la diminution de 3,2 milliards de dollars des autorisations du MDN au titre du fonctionnement).

On trouvera plus de détails sur les modifications proposées dans la partie III du Budget des dépenses, les *Rapports sur les plans et les priorités*, qui n'ont pas encore été déposés.

Tableau 1. Principales variations des autorisations en dollars : Budget principal des dépenses par rapport aux autorisations totales de 2012-2013 à ce jour¹

Organisation	Autorisations	Δ \$ (milliers)	Δ %	Explication donnée dans la partie II du Budget des dépenses
Défense nationale	Dépenses de fonctionnement	-3 261 063	-20%	<i>Reflète l'examen stratégique de 2010; examen des dépenses prévu dans le budget de 2012 et expiration des autorisations pour la Stratégie de défense Le Canada d'abord.</i>
Finances	Transfert canadien en matière de santé	1 714 139	6%	<i>Augmentation prévue par la loi.</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Prestations de sécurité de la vieillesse	1 672 622	5%	<i>Modification du taux moyen des prestations et du nombre de prestataires.</i>
Infrastructure	Contributions	-1 276 392	-25%	<i>Rajustement des besoins en trésorerie du Fonds Chantiers Canada.</i>
Finances	Transfert pour l'harmonisation de la taxe de vente	723 000	95%	<i>Aide au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard pour la coordination de la taxe de vente.</i>
Finances	Péréquation fiscale	682 691	4%	<i>Rajustement prévu par la loi.</i>
Transports	Subventions et contributions	-645 182	-54%	<i>Reflète l'évolution des besoins en trésorerie du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers.</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Prestations du supplément de revenu garanti	588 759	6%	<i>Modification du taux moyen des prestations et du nombre de prestataires.</i>
Services correctionnels	Dépenses de fonctionnement	-387 572	-16%	<i>Croissance de la population carcérale inférieure aux prévisions.</i>
Finances	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	355 785	3%	<i>Augmentation prévue par la loi.</i>

1. Toutes les autorisations budgétaires figurant dans le Budget supplémentaire des dépenses 2013-2014 et dont le total est supérieur à 10 millions de dollars.

Tableau 2. Principales variations des autorisations en % : Budget principal des dépenses par rapport aux autorisations totales de 2012-2013 à ce jour¹

Organisation	Autorisations	Δ \$ (milliers)	Δ % ²	Explication donnée dans la partie II du Budget des dépenses
Transports	Dépenses en capital	115 805	109%	Reflète l'examen stratégique de 2010; examen des dépenses prévu dans le budget de 2012 et expiration des autorisations pour la Stratégie de défense Le Canada d'abord.
Finances	Transfert pour l'harmonisation de la taxe de vente	723 000	95%	Aide au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard pour la coordination de la taxe de vente.
Services partagés	Dépenses en capital	77 235	76%	Aucune.
Ressources naturelles	Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures	491 646	76%	Augmentation prévue des revenus tirés des ressources extracôtières en raison du volume d'exploitation ou des cours pétroliers.
Énergie atomique du Canada limitée	Dépenses de fonctionnement et en capital	-243 165	-70%	Le financement annuel d'EACL par le Budget principal des dépenses demeure constant. Dans le contexte de la restructuration, EACL n'a reçu dans le Budget principal des dépenses qu'une partie des fonds dont elle a besoin.
Agence spatiale canadienne	Dépenses en capital	110 461	68%	Augmentation des dépenses de la mission Constellation RADARSAT.
Agriculture et Agroalimentaire	Subventions et contributions	-405 634	-64%	À cause de l'accord de partage des coûts de Cultivons l'avenir 2 avec les partenaires provinciaux et territoriaux.
Ressources naturelles	Paiements au titre des hydrocarbures extracôtières de la Nouvelle-Écosse	-35 315	-61%	Les versements au fonds exigés par la loi ont diminué.
VIA Rail Canada	Dépenses de programmes	-287 868	-61%	Réalignement des services de longue distance et dans le corridor sud-ouest.
Ressources naturelles	Privatisation d'Énergie atomique du Canada limitée	-165 632	-60%	La variation des fonds reflète une diminution des besoins pour la liquidation des obligations juridiques relevant de l'ancienne Division des réacteurs CANDU d'EACL.

1. Toutes les autorisations budgétaires figurant dans le Budget supplémentaire des dépenses 2013-2014 et dont le total est supérieur à 10 millions de dollars.

2. Le taux de croissance est le pourcentage de changement par rapport au total des autorisations cumulatives de 2012-2013.

Tableau 3. Principales variations dans les programmes en dollars : Budget principal des dépenses 2013-2014 par rapport à celui de 2012-2013¹

Organisation	Activité de programme	Δ \$ (milliers)	Δ % ²	Explication donnée dans la partie II du Budget des dépenses
Finances	Programmes de paiement de transfert et d'impôt	3 939 294	7%	<i>Augmentations législatives prévues des transferts majeurs aux provinces et territoires.</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Sécurité du revenu	2 676 656	7%	<i>Augmentations des programmes de paiement de transfert attribuables au vieillissement démographique.</i>
Finances	Trésorerie et affaires financières	-1 721 500	-6%	<i>Réduction du taux d'intérêt prévu par rapport à l'année antérieure.</i>
Bureau de l'infrastructure	Fonds Chantiers Canada – volet Grandes infrastructures	-1 022 164	-52%	<i>Besoins en trésorerie rajustés.</i>
Service correctionnel	Garde	-556 562	-26%	<i>Croissance de la population carcérale inférieure aux prévisions.</i>
Transports	Portes et corridors	-524 554	-49%	<i>Reflète l'évolution des besoins en trésorerie.</i>
Défense nationale	Acquisition et disposition d'équipement	-324 980	-11%	<i>Aucune.</i>
Affaires autochtones et Développement du Nord	Relations de coopération	-320 463	-45%	<i>Réduction de la trésorerie pour la négociation, le règlement et l'application du règlement de revendications particulières.</i>
Travaux publics et Services gouvernementaux	Gestion des locaux et des biens immobiliers	270 308	16%	<i>Aucune.</i>
Défense nationale	Disponibilité opérationnelle de l'armée de terre	-246 735	-7%	<i>Aucune.</i>

1. Toutes les autorisations budgétaires figurant dans le Budget supplémentaire des dépenses 2013-2014 et dont le total est supérieur à 10 millions de dollars.

2. Le taux de croissance est le pourcentage de changement par rapport aux autorisations totales de 2012-2013.

Tableau 4. Principales variations des programmes : Budget principal des dépenses 2013-2014 par rapport à celui de 2012-2013¹

Organisation	Activité de programme	Δ \$ (milliers)	Δ % ²	Explication donnée dans la partie II du Budget des dépenses
Diversification de l'économie de l'Ouest	Croissance économique dans la collectivité	36 232	174%	Augmentation de 23,1 millions de dollars du financement pour le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire et changement de AAP.
Citoyenneté et Immigration	Résidents permanents profitables à l'économie	77 425	134%	Remboursement de frais d'étude relatifs à des demandes du Programme des travailleurs qualifiés du volet fédéral.
Travaux publics et Services gouvernementaux	Administration de la paye et des pensions fédérales	35 167	120%	Amélioration et consolidation de l'Administration de la paye et des pensions fédérales.
Service correctionnel	Services internes	196 705	114%	Aucune.
Agence spatiale canadienne	Données, informations et services spatiaux	132 590	85%	Augmentation des dépenses de la mission Constellation RADARSAT.
Agriculture et Agroalimentaire	Développement des régions rurales et développement des coopératives	-15 979	-80%	Aucune.
Agriculture et Agroalimentaire	Mesures à la ferme	-102 278	-78%	Renouvellement du financement du cadre stratégique pour l'agriculture qui est attendu cette année.
Conseil national de recherches	Aide à la recherche industrielle	117 252	72%	Augmentation prévue annoncée dans le budget de 2012.
Agriculture et Agroalimentaire	Développement de l'agroentreprise	-36 694	-72%	Renouvellement du financement du cadre stratégique pour l'agriculture qui est attendu cette année.
École de la fonction publique	Services internes	9 465	71%	Aucune.

1. Toutes les autorisations budgétaires figurant dans le Budget supplémentaire des dépenses 2013-2014 et dont le total est supérieur à 10 millions de dollars.

2. Le taux de croissance est le pourcentage de changement par rapport aux autorisations totales de 2012-2013.